Défi et hérésie

Essai sur le discours roumain à propos du livre de Francisc Păcurariu intitulé *Roumains et Hongrois au long de l'histoire*

Francisc Păcurariu est né le 2 janvier 1920 à Teke (Teacă, Teckendorf), dans le département de Beszterce-Naszód (Bistriţa-Năsăud, Roumanie). Ses premières réflexions sont liées à ce village trilingue du Nord de la Transylvanie. Teke est situé à ce carrefour où se croisent la Lande, la Terre des Saxons de Beszterce / Bistriţa, et les espaces des Roumains de Naszód / Năsăud, loin du monde et du bruit, loin de l'évolution bourgeoise dans la société transylvaine. Les conditions de vie peu clémentes forment ici des hommes taciturnes, aux traits burinés et des femmes vaillantes et aimables, qui parlent trois langues mais glorifient et craignent pareillement Dieu. Il s'agit là de la source ancestrale du transylvanisme, de ce milieu où des peuples ont pu sensiblement se rapprocher pour la simple et bonne raison qu'ils avaient une même patrie : la Transylvanie, Ardeal, Siebenbürgen (dans l'ordre roumain : Ardeal, Transylvanie, Siebenbürgen).

La différence semble minime, alors qu'elle est énorme et qu'elle ne dépend pas de l'ordre d'énumération : ce dernier n'est qu'une conséquence. La patrie trilingue commune, elle, est l'héritage historique des siècles précédents.

Qu'a donc constaté le jeune Păcurariu quand il était étudiant au Lycée George Barițiu de Cluj dans les années 1930 ? En d'autres termes, comment les choses se sont-elles alors présentées aux yeux de l'observateur roumain ?

> « Jusqu'en 1940, la majorité des plus gros actionnaires des banques, des entreprises, des mines ou des grandes sociétés commerciales, parmi les plus importantes de Transylvanie, ont toujours été, invariablement, des Hongrois, des Saxons ou des juifs, qui étaient aussi propriétaires dans une proportion de plus de 80 % des magasins-ateliers ou restaurants des villes de Transylvanie. Les plus importantes cités transylvaines comptaient davantage de lycées hungarophones que d'écoles primaires de langue roumaine. En Transylvanie, le nombre des journaux, des hebdomadaires et revues de langue hongroise était largement supérieur à celui dont disposaient les Roumains, et la production sortant des imprimeries hongroises n'était pas comparable à la faible et modeste activité des imprimeries roumaines. » [P. 7.]

Et le jeune Roumain, arrivé dans la « capitale » de la Transylvanie s'étonne et s'interroge, tout comme ses ancêtres intellectuels, tout comme ces figures de proue d'antan de l'École transylvaine : comment est-ce possible ?

Les travaux scientifiques et les luttes politiques de ses illustres devanciers ont ancré dans son esprit un véritable acte de foi. Le peuple autochtone latinophone de Transylvanie était le peuple roumain. Ni les exodes sanglants des siècles passés, ni la « colonisation » saxonne n'ont été capables de le déloger de la terre de ses ancêtres. Ils n'ont pas non plus réussi à ébranler l'humanisme et l'esprit de tolérance innés qui ont toujours été le

propre des populations primitives sédentaires de cultivateurs, à l'opposé, par exemple, du caractère versatile et indomptable des fils des peuples nomades touraniens (*cf.* p. 23-24.) !

Que peut-on ajouter à ces constats ? Admettons, pour l'heure, que cet « état de choses » semble à tout le moins *inique* et qu'il constitue le creuset des multiples conflits et frustrations latents parmi la jeunesse estudiantine roumaine, à la recherche de sa propre place dans la vie intellectuelle transylvaine. Pourtant, dans les années 20 et 30 du XX^e^ siècle, la bourgeoisie et les intellectuels roumains ont détenu de très solides positions dans les grandes villes de Transylvanie, et la période de l'entre-deux-guerres a été celle de l'essor, par excellence, de la littérature et de la vie intellectuelle roumaines. En somme, leur âge d'or. Mais les canaux de communication entre les *intelligentsias* roumaine et hongroise sont encore intacts ; on est réciproquement attentifs aux activités des uns et des autres, malgré la rivalité et la suspicion. C'est donc dans ce milieu culturel hungaro-roumain / roumano-hongrois, nullement idyllique mais « fonctionnel », qu'il convient de rechercher les motivations premières de Francisc Păcurariu, sa curiosité insatiable à l'égard du phénomène hongrois, et aussi le secret de ses vastes connaissances du sujet et de sa parfaite maîtrise de la langue hongroise. On ne trouve dans aucune des publications roumaines du dernier quart de siècle aussi peu de lapsus et d'inexactitudes en rapport avec la Hongrie que dans son ouvrage. Un haut niveau de technicité dans la traduction des textes hongrois et une juste interprétation, n'est-ce pas un préalable à toute activité scientifique ? Certes, mais la récente littérature de propagande roumaine, officieuse et officielle, nous en a fait perdre l'habitude !

L'autre motivation de Păcurariu, encore plus importante que la première, serait le grave effet traumatisant qu'a pu exercer sur ce jeune Roumain de vingt ans, et sur nombre d'autres de sa génération, l'arbitrage de Vienne d'août 1940. Tout ce qu'ils ont entendu ou lu jusque-là a semblé ressurgir et prendre corps : les propos sur l'Autriche-Hongrie dualiste, sur l'ancien univers féodal transylvain, sur l'histoire de la population roumaine de Transylvanie dont l'évolution vers le régime des Ordres avait

été bloquée ; population qui n'avait pas été admise en tant que « nation » séparée dans les remparts de la « Constitution » transylvaine (féodale), qui avait été exclue des religions « reçues » et, par conséquent, limitée dans son processus de modernisation, et blessée d'abord dans sa conscience en tant que formation sociale, puis offensée dans son identité nationale.

Et cependant, l'allégresse cathartique qui s'est emparée des Hongrois du nord de la Transylvanie n'a pas empêché les plus raisonnables de ressentir vaguement, déjà à ce moment-là, comme un sentiment d'incertitude, voire de crainte. Pour être tout à fait précis, comme devait le formuler, trente ans plus tard, une figure déterminante de l'époque : « Une crainte suscitée par l'ignorance de la situation » du côté des « Magyars de Hongrie » ! Aux yeux des Transylvains (magyars), l'entrée « triomphale » en Transylvanie était déjà une erreur. Les ovations excessives, la profusion de harangues ronflantes auxquelles cette entrée a donné lieu ont nui à l'efficacité et à la technicité : la gestion des affaires publiques par les militaires, l'uniformisation forcée et empreinte d'impatience de l'administration de la Transylvanie du Nord et du « pays de Trianon », assorties, pour comble d'infortune, des bévues et des impairs des fonctionnaires sans formation venus de Hongrie et – à vrai dire – connaissant quelquefois à peine les conditions existant en Transylvanie, ont été à l'origine de fautes irréparables. Et si l'on ajoute à cela que les gouvernements roumain et hongrois vautrés aux pieds d'Hitler, tout en se montrant mutuellement les crocs, ont rivalisé d'ardeur pour expulser, chasser de chez eux et interner en masse dans les camps de concentration leurs sujets « minoritaires », depuis les simples mineurs jusqu'à l'élite intellectuelle, on peut alors avoir quelque idée de ce que la population de Transylvanie a subi. Qu'il s'agisse d'ailleurs des Hongrois du nord ou des Roumains du sud de cette région. Finalement, ce qui compte véritablement n'est pas de savoir qui a été le premier à se livrer à des actes de violence, ou quelles mesures de contre-représailles ont pu succéder à certaines menaces adoptées. Ce qui entre beaucoup plus sérieusement en ligne de compte, c'est qu'un nouveau préjudice incommensurable a été porté à la mémoire collective, à la conscience nationale des

Hongrois et des Roumains de Transylvanie, à l'image qu'ils s'étaient formée les uns des autres ; et cela devait constituer alors une nouvelle source de « rétorsions », de déformations et de préjugés réciproques. Mais revenons aux impressions du futur écrivain en prise directe avec les réalités et aux sentiments dont on peut supposer qu'il était animé.

Si les contradictions inhérentes au rétablissement partiel de la « Hongrie millénaire » ont été parfois déplaisantes pour les Magyars de Transylvanie, ou du moins ont ébranlé leur assurance, imaginons ce qu'a pu ressentir un tout jeune Roumain dans la période déterminante pour la formation de sa personnalité ! Un adulte en herbe qui brusquement perd tout ce que ses ancêtres avaient arraché de haute lutte et conquis, selon lui de plein droit, lors des conflits successifs déclenchés dans l'Europe de l'Est et du Sud-Est, puis durant la Première Guerre mondiale dont le signal a été donné par les Balkans ! On lui a pourtant appris en classe – et pourquoi aurait-il émis des doutes à ce sujet ? – que les paix négociées à Versailles n'avaient fait que tirer les enseignements du « principe des nationalités », cher entre tous à Napoléon III, et qu'elles avaient rendu justice à un peuple iniquement opprimé, sorti victorieux du combat séculaire mené pour son indépendance et voué à réaliser de grands exploits ; ce même peuple qui avait enfin obtenu, ou plutôt extorqué, une chance historique d'édifier un État national européen moderne, cohérent et civilisé, dans ce recoin éloigné de notre continent. Et cela, en annihilant, en corrigeant et en utilisant tout ce que les maîtres de cette région avaient précédemment dilapidé, gâché ou laissé en friche. Or, c'est ce sentiment sublime de triomphe et cette possibilité vraiment grandiose qui ont semblé d'un instant à l'autre devoir se volatiliser avec le retour du « monde magyar », avec la résurgence de ses attributs et de son système d'institutions haïs et redoutés. Voilà qui a plongé dans le désespoir et a littéralement traumatisé les représentants les plus susceptibles de la population roumaine du nord de la Transylvanie et, avant tout, la génération de Francisc Păcurariu.

Dans son tout premier roman, *Furtuna sub Detunata* (*Tempête sous le Detunata*, 1957) dont l'action se déroule au début du

XIX^e siècle, Păcurariu – qui s'était fait connaître en 1940 pour avoir écrit quelques articles publiés dans l'organe de presse *Tribuna Ardealului* – entreprend déjà de disséquer les raisons qui ont entraîné l'oppression des Motzs des Carpates Occidentales. Puis, entre 1974 et 1983, il consacre un roman en quatre volumes intitulé *Timpul şi furtunile* (traduction approximative : *Temps orageux*) à l'histoire mouvementée des Roumains de Transylvanie aux XIX^e et XX^e siècles.

Il semble cependant que ce sujet le préoccupe sans répit, qu'il ne parvient pas à exprimer tout ce qu'il éprouve et qu'il estime l'approche « romancée » insuffisante. Il s'attaque donc à un travail de recherche qui aurait fait honneur à un historien chevronné. Il sacrifie plusieurs années à l'étude des rapports hungaro-roumains. Il entreprend des études d'histoire, mais n'en aborde pas moins son thème dans l'optique d'un écrivain, ce qui lui permet d'être moins lié par les règles écrites et non écrites de la « profession », de la « corporation » des historiens. C'est notamment la raison pour laquelle son œuvre peut être considérée comme représentative de la conscience nationale roumaine de notre époque, de l'auto-vision roumaine de la fin du siècle passé.

De plus, si nous considérons les motivations et la carrière diplomatique de l'auteur, conseiller d'ambassade à Budapest, à Belgrade et à Rome, ambassadeur à Buenos Aires, à Montevideo et à Athènes, représentant roumain à l'Unesco, sa culture (c'est un excellent connaisseur et traducteur des littératures latino-américaine et française), ses connaissances linguistiques, alors son œuvre devient vraiment importante et représente même un véritable défi !

La présentation, ne serait-ce que dans les grandes lignes, d'un *opus* volumineux de plus de 500 pages, articulé en dix-sept chapitres, est une entreprise quasi impossible. Impossible et irréalisable puisque Păcurariu survole successivement les époques écoulées, depuis les siècles préhistoriques perdus dans la nuit des temps jusqu'en octobre 1944, pour retracer l'histoire de ces deux peuples aux origines si différentes, mais complémentaires l'un de l'autre à bien des égards.

Je concentrerai l'attention sur quelques points essentiels du propos de l'auteur et leur interprétation. Les traits spécifiques de l'argumentation avancée par Păcurariu, ainsi que par l'historiographie roumaine contemporaine, leur auto-affirmation, leurs réflexes d'auto-défense et les limites de leur vision d'eux-mêmes ont pris naissance en même temps que leur toile de fond historico-sociologique et leur état de conscience, entre 1780 et 1880. S'ils se sont affinés au cours des cent dernières années, s'ils ont « produit » d'éminents créateurs et d'illustres œuvres – dans certains cas de renommée européenne (Haşdeu, Xenopol, Iorga, G. I. Brătianu, Constantin C. Giurescu, P. P. Panaitescu, A. Oţetea, D. Prodan, etc.) –, la plupart de leurs hypothèses préalables sont demeurées inchangées.

Parmi ces hypothèses, il en est quatre intrinsèquement liées :

1. Un peuple débonnaire d'agriculteurs issu des Thraces, des Gètes et des Daces vivait depuis les temps les plus reculés à l'est des Carpates, y compris donc en Transylvanie. Entre 106 et 271 de notre ère, à l'époque où la Dacie était une province de l'empire romain, ce peuple se *romanisa*, sa langue assimila les structures fondamentales et le vocabulaire du *latin*. Puis, à partir de la fin du VI^{e} siècle environ, il se mélangea progressivement avec les *Slaves* qui transmigraient vers la péninsule balkanique. Ainsi, à l'issue d'une coexistence multiséculaire s'est formé le peuple roumain. Tels sont donc les prolégomènes de l'ethnogenèse roumaine relevant de l'archéologie, de la linguistique et de l'histoire.

2. Le peuple roumain avait survécu aux tourmentes des précédentes migrations, était passé entre-temps dans la sphère de domination de Byzance et adoptait la foi orthodoxe. Son développement pacifique et plus généralement les rapports ethnico-politiques établis dans la région danubienne furent perturbés à la fin du IX^{e} siècle par l'invasion d'un peuple de cavaliers touraniens. Par la suite, à l'époque du roi Saint-Étienne, un État hongrois centralisé, rallié à l'Église catholique et aux acquis du féodalisme occidental, bouleversa dans ses fon-

dements la paisible symbiose des ethnies qui vivaient dans cette région et ralentit l'évolution qui leur aurait permis de se constituer en nations. En outre – prétend Păcurariu – l'aristocratie féodale de la Hongrie médiévale, la *noblesse magyare*, avait d'abord attiré à elle la couche dirigeante de ces peuples, puis leurs représentants ambitieux et particulièrement doués ; ce qui équivalait à une *décapitation* de leurs structures sociales. Ils furent donc, durant de longs siècles, privés des possibilités élémentaires de s'organiser de manière autonome. La destruction des communautés, l'expropriation des terres les plus fertiles, le servage imposé à une population qui avait connu la liberté, sa religion déclarée « hérétique », elle-même décrétée nation « tolérée » (*natio tolerata*) sur son propre sol, dans sa patrie d'origine (*cf.* p. 66), voilà des conséquences qui ne venaient que s'ajouter aux précédentes. C'est là la vision que Păcurariu avait de la société. Si on l'apprécie en fonction de catégories éthiques et non pas comme un processus historique, cette image traduirait une situation profondément inique.

3. Cette iniquité concrétisée par une oppression sociale et nationale devient révoltante si l'on précise que les serfs roumains opprimés constituaient, selon l'auteur, l'écrasante majorité de la population transylvaine ! Rappelons que cette prédominance roumaine de l'ordre de 58 à 60 % date du dernier tiers du XVIII^{e} siècle, à la suite des puissantes migrations de l'époque !

4. Cependant, d'après l'auteur, malgré les structures imposées, malgré l'*Unio trium nationum*, malgré l'admission légale de quatre confessions (dite : *religio recepta*) seulement, à savoir les Églises catholique, calviniste, luthérienne et unitarienne, des « processus silencieux » avaient commencé à éclore. Un destin commun suscitait une sympathie spontanée et une disposition à la coopération au sein même de la paysannerie asservie et d'autres basses classes de la Transylvanie et de la Pannonie, parlant diverses langues. Soulèvement des pay-

> sans de Bábolna (Bobîlna), luttes menées contre les Ottomans par János Hunyadi, Ştefan cel Mare et Mihai Viteazul, révolte des serfs conduite par György Dózsa, soulèvement déclenché sous la direction de Rákóczi, guerre paysanne de 1784 en Transylvanie avec Horea, Cloşca et Crişan, tout cela créa une véritable solidarité populaire – souligne Păcurariu – et donna naissance dans les coutumes et les mentalités à des éléments communs dans l'art populaire, le folklore, l'artisanat et ensuite dans la littérature, engendrant aussi une sorte de solidarité entre intellectuels.

En cela réside l'essentiel du « transylvanisme », si difficile à définir, qui – selon Păcurariu – ne met pas en question l'« unité organique » de la nation roumaine universelle (c'est-à-dire des populations de la Moldavie, de l'Olténie, de la Munténie, de Dobrudja, etc. – p. 101-102). Tel serait ce pays « archaïque de laboureurs-semeurs et d'artisans » qu'il percevait comme « le meilleur des mondes possibles » dans ses rêves d'enfant et encore de nos jours. Le « transylvanisme » répondrait tout à la fois à un humanisme et à une nostalgie et au besoin d'appartenir à une communauté.

Mais quel rapport existe-t-il entre un fait social (la formation de la nation magyare sous l'égide et avec l'empreinte de la noblesse), un fait démographique (les Roumains constituent le peuple le plus « nombreux » de la Transylvanie) et un génie du lieu (« le transylvanisme ») ? La réponse est d'autant plus incontournable que, dans l'essai qu'il a sous-titré : « Parallèles, interférences, convergences et contradictions au fil de l'histoire », Francisc Păcurariu tente aussi de la formuler en mobilisant des connaissances historiques et en faisant preuve d'un effort intellectuel qui ne pouvait qu'inspirer le respect.

À quel résultat parvient-il ?

À la lumière des récentes trouvailles archéologiques en Roumanie, la thèse de l'indigénat dace des Roumains – affirme Păcurariu – est un problème scientifiquement résolu une fois pour toutes. Sa validité et sa démonstration ne peuvent aucunement être mises en cause. Si quelqu'un formulait néanmoins un doute

quelconque à ce sujet et allait jusqu'à mettre en question certains de ses éléments, ce serait un dilettante insuffisamment documenté, tout convaincu qu'il soit d'être un artisan de la « science moderne » (*cf.* p. 55-57).

Selon lui, au seuil du XXI^e^ siècle, le principe national et le droit de la majorité de la population de trancher elle-même tous les problèmes d'un pays ou d'une région ne sont aucunement liés à la question de l'appartenance à un territoire donné. Dès lors, la continuité de peuplement de la population daco-roumaine de la Dacie ne peut faire l'objet du moindre doute (*cf.* p. 58). Population autochtone et peuple majoritaire, ethnogenèse et démographie… Ce n'est pas la première fois qu'éclate cette funeste querelle. L'évêque de l'Église uniate Inocenţiu Micu-Klein, précurseur en Transylvanie de l'idéologie nationale moderne roumaine, argumentait en 1742 avec les Ordres au nom des prêtres issus de la petite noblesse roumaine dont il faisait partie, mais aussi dans l'intérêt de tout le groupe roumain de Transylvanie : « […] non seulement [il] est beaucoup plus ancien en Transylvanie que toutes les autres nations qui s'y sont fixées, il est aussi beaucoup plus nombreux. » Cela déplaisait beaucoup aux « députés » de Transylvanie, soucieux à l'extrême de préserver leurs privilèges. Cela ne correspondait pas non plus à la mentalité générale de l'époque. Quant à la prise en compte des serfs roumains pour établir les effectifs de la présumée *natio valachica*, elle a été purement et simplement considérée comme une absurdité du point de vue du droit public et coutumier, vu que les roturiers hongrois, sicules, saxons n'appartenaient pas – non plus – aux Ordres ! Tout cela n'a cependant pas été de nature à atténuer les blessures d'amour-propre des patriotes roumains, et encore moins leur ardeur et leur volonté de combat…

La source permanente de tous les maux et de la frustration perpétuelle, le véritable mauvais génie, c'est – aux yeux de Păcurariu – la noblesse hongroise. Il en est de même pour l'ensemble des Roumains de Transylvanie. La génération de l'intelligentsia roumaine de Transylvanie dont les membres ont subi et surmonté tant de chocs, d'humiliations, voire de préjugés, et qui sont désormais capables de formuler leur avis en

connaissance de cause, va bientôt franchir le seuil de sa septième décennie. La mémoire de ces intellectuels peut défaillir par moments, leurs préventions peuvent donner lieu à des déformations, mais ils savent encore de quoi il est question. Si leur opinion nous est précieuse, si leur mode de réflexion mérite notre attention, c'est parce qu'ils ont vécu et essayent d'expliquer ces mêmes réalités et cette même histoire que nous avons partagées.

Comment Păcurariu voit-il les « Ordres magyars anoblis pour service de guerre », la « noblesse, force vive de l'État » ? Avant tout comme des descendants indisciplinés, entêtés et – naturellement – arrogants, présomptueux, des cavaliers nomades « scythes ». Il voit en eux les représentants du « féodalisme insatiable » du Royaume de Hongrie (*cf.* p. 66) n'ayant en vue que leur propre profit, au détriment même des intérêts permanents de l'État. Il les considère comme des tyrans médiévaux opprimant sans pitié leurs serfs slovaques, slovènes, croates, serbes et roumains, et codifiant leurs privilèges dans l'odieux *Tripartitum*. C'est lui, le fier continuateur de la lignée de la *Natio verbőczyana* (*cf.* p. 155) qui est responsable de l'aliénation des peuples cités ; c'est son froid et impitoyable égoïsme, sa politique de magyarisation pratiquée depuis le début qui effritent la solidarité des peuples frères. Et c'est à cause de cela qu'ils sont obligés de s'orienter vers les nations sœurs situées en dehors de l'Empire des Habsbourg, de la Monarchie austro-hongroise (c'est-à-dire de la « Grande Hongrie »...). L'auteur suggère qu'en « dernière analyse » tout cela justifie l'acceptation légitime par ces peuples de toute assistance à leur existence nationale en péril.

Cela revient à déclarer exclusivement magyar le système institutionnel féodal de la Hongrie historique, à ériger en thèse la responsabilité collective hongroise. Il en vient à affirmer que l'idée de nation moderne hongroise ne saurait être que féodale, « médiévale, « rétrograde », « réactionnaire » etc.

> « [...] C'est ainsi que l'étape progressive du développement historique des peuples d'Europe centrale, du bassin des Carpates et de l'Europe du

Sud-Est (c'est-à-dire les années 20, 30 et 40 du XIX^{e} siècle), le processus de désintégration du rigide système féodal, l'évolution capitaliste, l'accroissement de l'influence politique de la bourgeoisie et des couches intéressées à la transformation bourgeoise cessent de constituer un puissant levier de forces convergentes faisant bloc ensemble et mutuellement solidaires pour devenir la source intarissable de graves contradictions, de violentes diatribes et de sanglants affrontements – en conséquence de la contradiction irréductible qui oppose la conception féodale de la nation prônée par la noblesse hongroise – qui conduisit les affaires du pays, avec une brève interruption en 1918-19, jusqu'à sa libération, en avril 1945, à la notion moderne devenue commune à toutes les forces sociales et politiques de tous les peuples environnants et s'exprimant dans l'origine, dans la langue, dans les traditions et les idées.

« [...] Il est intéressant de constater – poursuit Păcurariu, après avoir analysé les vues de quatre hommes politiques les plus représentatifs de l'ère des Réformes selon lui : le baron Miklós Wesselényi, grand seigneur de Transylvanie, le comte István Széchenyi, aristocrate de l'Ouest de la Hongrie, Lajos Kossuth, petit noble de la Haute-Hongrie et Mihály Táncsics, "radical-plébéien" –, que cette conception presque entièrement féodale selon laquelle la nation s'identifie à la population du pays indépendamment de ses origines, de sa langue et de ses coutumes – voire indépendamment du fait, [souligne l'auteur], que la conscience d'une partie de cette population faisait qu'elle était liée de par ses ascendances à la communauté nationale de ses frères vivant dans son voisinage et auxquels la rattachait sans discontinuer la similitude totale de la langue, des coutumes, des traditions et des aspirations – que cette conception donc recevait l'appui

> de l'ensemble des forces politiques de la Hongrie qui la partageaient, depuis les conservateurs jusqu'aux radicaux, sans différence notable. » [*Cf.* p. 163.]

Quelle est la différence subjective, saisissable à travers les expériences quotidiennes des « citoyens » allophones, entre la conception de « nation politique » vraiment érigée par la petite noblesse, et prenant racine dans la philosophie des hommes politiques de premier plan de l'ère des Réformes, et la conception roumaine (socialiste) de la nation (homogène) professée par les officiels roumains prônant non seulement la continuité ethnique du peuple roumain, mais aussi celle de l'État roumain ?

Păcurariu, cet intellectuel raffiné, cet homme d'expérience qui a parcouru le monde ne maîtrise plus ses passions et donne libre cours à son animosité dès lors qu'il est question de la noblesse hongroise. La situation effectivement défavorable qu'a connue la Transylvanie dans son développement social de type bourgeois, l'exploitation des serfs (roumains), les vains combats pour être admis comme quatrième « nation » (relevant des Ordres) derrière les remparts de la « Constitution » féodale transylvaine perçue telle une forteresse imprenable, telle l'île du bonheur et suscitant pour cette raison même une haine implacable, ont engendré dans la conscience des Roumains de Transylvanie des états d'âme profondément marqués par les préjudices subis, qui s'extériorisent immédiatement au moindre affleurement. Ceci, quelle que soit la place de leurs représentants actuels dans la structure de la société roumaine de nos jours. Cet amour mêlé de haine, empreint de sentiments d'incertitude et de frustration, produit dans le présent exactement le même effet que dans le passé lointain : il peut être « suscité » ou attisé à n'importe quel moment en faveur d'objectifs (politiques) les plus divers. Parce qu'il constitue aujourd'hui une force historique tout aussi puissante que lors de sa naissance ! Et qui ne s'en rend pas compte ne peut pas comprendre l'histoire roumaine de la Transylvanie et, par conséquent, ne peut pas comprendre non plus l'histoire hongroise de la Transylvanie ! Cette compréhension est nécessaire pour replacer dans

son contexte la façon dont Păcurariu décrit la guerre civile de 1848-1849 en Transylvanie.

> « Le mouvement révolutionnaire roumain de Transylvanie avait, en vérité, lutté pour les droits de l'ensemble de la société roumaine, donc en faveur aussi de la faible bourgeoisie roumaine en même temps qu'en faveur des intellectuels roumains relégués dans une situation subalterne par rapport aux intellectuels d'autres nationalités. Certes, ce combat révolutionnaire était, sans nul doute, axé sur la question paysanne, sur la suppression du servage et l'octroi des terres aux paysans. Il est incontestable, toutefois, que la solution des problèmes socio-économiques, politiques et culturels de la population majoritaire d'un pays, la suppression d'un régime rétrograde fondé sur la discrimination nationale, qui n'avait pas hésité à exclure de l'exercice de tous ses droits civiques la population majoritaire du pays et à la déclarer comme étant « tolérée », n'étaient concevables qu'au moyen d'une lutte menée jusqu'au bout par cette majorité et conduisant à la conquête de son droit à l'autodétermination. Autrement dit, au moyen d'un combat aboutissant à sa libération nationale et sociale. » [*Cf.* p. 198.]

Quelle profusion de formules : « situation subalterne », « régime rétrograde » d'exclusion, « discriminations nationale », population déclarée « tolérée » et qui est, de surcroît, « majoritaire », « question paysanne », émancipation des serfs, « droit à l'autodétermination », « libération nationale et sociale ». Quelle abondance de catégories relevant de disciplines diverses (juridiques, historiques, sociologiques, morales) et de notions d'un poids inégal liées aux différentes époques de l'histoire et impliquant une part plus ou moins grande de vérité. Ce sont d'ailleurs des catégories et des notions que le sentiment profondément subjectif – agissant comme une force objective – ancré dans le passé de la Transylvanie, dans les préjudices subis et dans le besoin de compensation, a entre-temps amalgamé

et condensé en un tout homogène de telle manière qu'elles forment le noyau même de la conscience d'une jeune nation du sud-est de l'Europe, la catégorie épicentrale de sa vision d'elle-même. Est-il possible de mettre logiquement de l'ordre dans un agrégat d'idées et de sentiments qui légitime aussi bien l'image d'une nation, l'ampleur de ses dimensions étatiques, que les objectifs d'une élite dirigeante actuelle ? Comment établir des rapports entre des éléments aussi flous, les analyser de sang-froid, sans que cette entreprise ne soit *a priori* taxée d'incompétence, d'ignorance, de mauvaise foi, de malveillance ou d'apostasie, autrement dit d'acte hostile par la partie roumaine ?

Pour le faire, il faut vraiment, Păcurariu a raison, remonter jusqu'en 1848-1849 et examiner une nouvelle fois ce qui en ressort en toute clarté :

1. Le mouvement roumain déclenché en Transylvanie a été un mouvement « révolutionnaire » bien qu'à l'époque la bourgeoisie (roumaine) considérée comme « la plus progressiste » et comme le moteur de toute révolution est encore « faible ».

2. F. Păcurariu constate de plein droit que la solution de la « question paysanne », la « suppression du servage » et l'« octroi des terres aux paysans » sont au cœur des problèmes sociaux accumulés et traduisent en même temps les objectifs majeurs de la « lutte révolutionnaire ». Soit. Mais ce dont il n'est pas question dans cette synthèse qui se veut décisive, c'est que les plus grandes figures de l'ère (hongroise) des Réformes, les représentants de la noblesse (hongroise) tant haïe par Păcurariu, ont voulu non seulement la même chose mais l'ont aussi codifiée dans les « lois d'avril » 1848 qui, théoriquement, ont été valables et applicables aussi bien sur le sol de la Transylvanie que dans les autres « régions » de la Hongrie historique. Bien plus, avec le soutien efficace de Wesselényi, la loi sur l'émancipation des serfs a été inscrite à l'ordre du jour de la dernière session de la diète transylvaine du régime des Ordres, le 6 juin 1848, et elle

est entrée en vigueur le 18 juin. Il faut tout de même reconnaître que, à défaut du règlement des redevances seigneuriales, son application et la répartition des terres appartenant aux seigneurs et imparties aux serfs se sont heurtées à de sérieuses difficultés, et ont donné lieu à des controverses qui n'ont fait qu'attiser les passions. Ajoutons qu'il aurait été utile de préciser que, lorsque les paysans roumains de Transylvanie se sont soulevés, notamment à l'instigation des Autrichiens, ils ont pris les armes contre une Hongrie révolutionnaire qui avait déjà procédé à une transformation radicale de la société, engagée désormais dans la phase de l'évolution bourgeoise. Et, quel qu'ait été le sentiment national « légitime » (ou l'intérêt à long terme) qui les a poussés subjectivement à le faire, c'est en l'occurrence, à ce moment-là, un acte contre-révolutionnaire de leur part.

3. Le système qui est resté en place pratiquement jusqu'en juin 1848 en Transylvanie aurait été un régime « rétrograde », « médiéval », « féodal » et « fondé sur la discrimination nationale » ! Formulée de cette manière, cette affirmation ne saurait être retenue parce que l'esprit féodal des Ordres ne faisait une distinction entre les « habitants du pays » qu'en fonction de la place qu'ils occupaient dans la hiérarchie sociale et de leur appartenance religieuse-confessionnelle, sans prendre en compte leur langue ou l'ethnie dont ils faisaient partie !

   La façon dont Păcurariu confond ces deux choses est peut-être le signe le plus flagrant qui indique à quel point il s'identifie avec les conceptions des dirigeants du mouvement roumain de Transylvanie de 1848 ! Tout comme l'auteur qui pourtant, à la page 162 de son livre, se complaît à analyser longuement et à citer les catégories figurant dans l'ouvrage de référence d'István Sőtér sur *L'histoire de la littérature hongroise jusqu'en 1866*, publié en 1964, ces derniers n'ont pas saisi les différences d'ordre pratique qui existent entre ces deux notions, issues de conceptions fondamentalement dissemblables du point de vue de la théorie (de l'histoire des idéologies).

Ou bien on peut considérer – et c'est là une question qui reste à trancher et qui requiert encore un travail de recherche approfondi – qu'ils ne les ont que trop bien saisies et, après avoir jaugé leurs éventuels prolongements, les ont mises en doute et rejetées comme étant inexistantes. Or tel est justement le point cardinal du « contentieux » qui oppose depuis des siècles Roumains et Hongrois, et certainement son point le plus sensible. C'est en même temps le terrain susceptible de faire émerger le plus grand nombre de malentendus et de fausses interprétations !

4. En Transylvanie, la « population majoritaire » est formée par les Roumains.

5. Ce système « rétrograde », plus précisément les composantes sociales qui en assument le fonctionnement, la noblesse hongroise et le patriciat saxon, est allé jusqu'à exclure de l'« exercice de l'ensemble de ses droits civiques », et à déclarer comme étant « tolérée », la « population majoritaire ». Autrement dit, il a simultanément porté atteinte aux droits, à la dignité humaine, à la justice sociale et a blessé les nationalités.

(6) L'*intelligentsia* roumaine « s'est trouvée reléguée dans une situation subalterne par rapport aux intellectuels des autres nationalités (Hongrois, Saxons, Sicules) ». Pourquoi situer ce point en dernier alors que c'est le troisième chez l'auteur ? Parce qu'en bonne règle nous aurions dû, de part et d'autre, le faire figurer en première place ! Il aurait fallu alors esquisser les conditions et les conséquences de la création de l'Église uniate roumaine, étroitement liée à la politique impériale menée par les Habsbourg, désireux de s'implanter en Transylvanie contre la Réforme, et dans le dessein de provoquer des dissensions au sein de la Grande Principauté. D'autre part, aborder ce thème en premier aurait peut-être brisé la logique interne de l'argumentation de l'auteur, logique qui reste valable.

Cela n'exclut pas le droit d'apporter au besoin des compléments d'information ou des rectificatifs, ne serait-ce qu'au nom du principe de la réciprocité et du dialogue intellectuel, puisque Păcurariu agit de la sorte, et de surcroît sur 600 pages, avec l'espoir que son « message » parvienne à des lecteurs hongrois !

Păcurariu laisse dans l'ombre un élément très important : le mouvement, qu'il juge subjectivement et à bon droit « révolutionnaire », n'a pas été en réalité un mouvement de la bourgeoisie roumaine. Elle n'existait alors qu'à l'état embryonnaire et commençait à peine à se manifester. Il était encore moins question d'un mouvement spontané des masses paysannes roumaines. Il s'agissait du combat de l'*intelligentsia* roumaine de Transylvanie pour son émancipation !

Or, cette formation sociale dont la naissance ne remontait qu'à une centaine d'années comptait bien dans ses rangs des éléments plébéiens et populaires mais, sociologiquement, elle se composait en majorité de membres de la petite noblesse uniate et de fils de popes. L'un de ses représentants les plus typiques – qui devint plus tard le conseiller et le ministre de Cuza, le premier souverain moderne roumain, le voïvode de la Principauté unie – s'appelait Papiu, c'est-à-dire fils de pope, Popfiu, Popiu, et non pas Popescu, ainsi que le réclamerait l'étymologie !

À l'instar de ses prédécesseurs, cette *intelligentsia* n'a pu guère se fixer d'autre objectif que celui de forcer les cadres institutionnels rigides (féodaux), d'obtenir, par la lutte, que l'égalité en droits soit accordée à sa propre couche sociale, que celle-ci soit admise comme quatrième « nation » du régime des Ordres, c'est-à-dire comme *Natio valachica* ! Il en serait ainsi, même si dans la tourmente de 1848-1849 elle avait pris en charge les intérêts de toutes les couches sociales roumaines et s'en était fait le porte-parole en agissant comme le représentant de la nation roumaine (bourgeoise) moderne (à aménager par la suite).

Si Păcurariu et, en général, l'historiographie roumaine constatent – de façon fort discutable – que les conditions concrètes, objectives n'ont pas été mûres en Hongrie pour déclencher une révolution bourgeoise (*cf.* p. 168) et que la conscience nationale hongroise moderne (bourgeoise) a conçu la nation selon les vues

de la noblesse féodale, il est facile alors de retourner cette argumentation et de démontrer que la conscience nationale roumaine (transylvaine) annexe largement l'ancienne conception propre au régime des Ordres (donc féodal) et, par suite des frustrations subies, une bonne part de la trame sentimentale compensatoire qu'elle a engendrée, pour les léguer aux futures générations roumaines transylvaines – et à la conscience nationale moderne de l'ensemble des Roumains !

Dans toute l'Europe centrale ou du Sud-Est, les rapports sociaux à transformer étaient de « type féodal ». Nous apprenons à la lecture de l'ouvrage de Păcurariu (p. 236) que les figures de proue de l'intelligentsia roumaine de Transylvanie – comme G. Bariţiu, A. Sterca-Suluţiu et même son dirigeant le plus résolu, S. Bărnuţiu – avaient lutté, certains jusqu'au bout, pour obtenir le statut de « quatrième nation ». Ils n'avaient eu recours qu'en dernière instance à leur « argument final », en appelant au combat la paysannerie roumaine et en déclenchant la guerre civile. Comment alors ne voir en tout cela que des moments « nationaux » (bourgeois) et des considérations d'ordre tactique ? Comment ne pas tenir compte des éléments « nationaux » du régime des Ordres, donc de « l'empreinte féodale » qui les marque ?

Păcurariu a tant blâmé « l'altière » noblesse hongroise que le moment est venu de la mettre en scène. Écoutons donc l'autre partie (*audiatur et altera pars*) – d'abord en la personne de Bertalan Szemere, ministre de l'Intérieur du premier gouvernement (bourgeois) hongrois responsable. Dix ans après l'écrasement de la révolution et la défaite de la guerre d'indépendance de 1848-1849, il a participé, en tant qu'émigré, à une polémique dans les colonnes du *Siècle* avec l'historien et journaliste français A. Ubicini –, l'un des publicistes occidentaux qui partageait sans réserve les conceptions des chefs de file des nationalités vivant en Hongrie.

> « Je ne connais pas de pays ayant bénéficié d'une plus grande liberté interne que la Hongrie d'avant 1848 [...]. Nulle part en Europe, même pas en Angleterre, les libertés individuelles n'avaient été

préservées et garanties comme elles le furent dans ce pays. [...] Les progrès ne pouvaient toutefois se réaliser qu'avec lenteur en raison de l'influence dynastique qui s'y opposait et qui entravait toute avancée au plan politique, financier, industriel et commercial. Et que croyez-vous que fit l'élément hongrois dès que cesse cette influence ? Que fit l'Assemblée nationale composée d'une part surtout de Hongrois et d'autre part des gens de la noblesse ? Elle demanda à l'empereur d'accorder une Constitution libérale à ses provinces non magyares ; après quoi l'Assemblée nationale des gens de la noblesse abolit la dîme et les corvées imposées aux paysans qui furent déclarés propriétaires des terres qu'ils ne cultivaient précédemment qu'en qualité de serfs, et elle leur octroya des droits politiques, à eux qui n'en disposaient d'aucun. Telles furent les lois que l'Assemblée nationale hongroise adopta et vous n'en trouverez pas une seule parmi elles promulguée exclusivement dans l'intérêt particulier de la race hongroise. C'est un fait historique qui mérite d'être pris en considération...

« Notre *corpus iuris* – poursuit Szemere en embellissant quelque peu la situation réelle –, qui incorpore les lois nées au long de dix siècles ne comporte pas un seul article établissant une différence entre les droits politiques ou civiques des différentes ethnies du pays. Jamais les Hongrois n'ont joui de droits qui n'auraient été communs avec ceux des citoyens des classes similaires, mais d'ethnies différentes. Il y avait des nobles, des bourgeois et des paysans parmi les Valaques, les Serbes, les Slovaques, les Allemands aussi bien que parmi les Hongrois ; mais jamais la race [ethnie] hongroise, en tant que telle, ne s'est réservée le moindre privilège... »

Dans l'ardeur du débat, Szemere évoque aussi la suprématie des Magyars (de la noblesse hongroise), qu'il considère comme la conséquence des mérites acquis dans la fondation, puis dans la défense du pays :

> « J'avoue que la suprématie historique de la race [de l'ethnie] hongroise existait ; mais il importe de clarifier soigneusement la signification de ce terme : cette suprématie n'était pas inscrite dans la loi, elle avait été engendrée par l'histoire et par les coutumes. »

Pour l'*intelligentsia* roumaine de Transylvanie « reléguée dans une situation subalterne », pour les hommes politiques des nations voisines, ni le « démocratisme » des institutions de « l'ancienne patrie magyare », ni la sincérité et le désintéressement des mesures prises en 1848-1849 par les libéraux hongrois – hélas – n'ont été estimés comme allant de soi ! Au contraire : dès 1858, dix ans à peine après les événements qui ont déterminé pour plus d'un siècle et demi le sort des peuples du bassin du Danube et de la Transylvanie, la mise en exergue des vertus des institutions féodales et de la noblesse hongroises, et surtout de l'hégémonie intellectuelle des Hongrois, a suscité le mécontentement et l'antipathi*e* de larges milieux.

Ubicini ne cherche encore qu'à interpréter deux notions, celle de la *Nobilitas hungarica* et celle de *Natio hungarica*, inspirée aussi à l'origine par le système féodal mais déclarée bourgeoise à partir de 1848. Puis il reconnaît que l'Assemblée nationale hongroise a aboli toutes les anciennes discriminations et proclamé l'égalité civile et politique de l'ensemble des peuples de la Hongrie :

> « [...] Mais à quelle condition [...], à la condition que toutes ces races [ethnies] seront fondues dans la race jadis dominante. Les Roumains possèderont désormais les mêmes droits que les Magyars, mais à condition de devenir Magyars... »

Szemere écrit dans son journal intime :

> « Dans sa réponse, il [Ubicini] a avancé un bon argument en rappelant qu'en Transylvanie seules les races hongroise, sicule et saxonne disposaient de droits politiques, la *race valaque*, en tant que telle, n'en disposait pas. C'est vrai [...], mais cela procédait de raisons historiques, le pays était doté d'une structure aristocratique, s'il était noble, le Valaque disposait aussi de droits et, d'ailleurs, c'est justement ce régime-là que nous avons renversé en 1848, l'accusation touche donc le passé et non pas la période en question... »

Ce n'est pas la première fois que des réformateurs œuvrant à l'aménagement d'une Hongrie rénovée sont confrontés à la structure fortement archaïque de la société transylvaine, avec ses institutions encore plus conservatrices que les leurs. Il leur a fallu du temps pour mieux connaître, à la suite de Kölcsey et surtout de Wesselényi, les spécificités de cette société. En 1841, dans le journal *Pesti Hírlap*, Kossuth avait déjà reconnu :

> « [...] si peu nombreux sont, en Transylvanie, ceux qui connaissent les conditions juridiques de la patrie hongroise dans son contexte théorique et pratique, et nous, Hongrois, connaissons si peu les Transylvains ! »

À la session parlementaire du 31 juillet 1848, Kossuth déclarait :

> « [...] j'estime de mon devoir d'exprimer ma conviction que, parmi les peuples de langue non magyare de la Hongrie, c'est particulièrement chez la race roumaine que m'apparaît avoir pris racine, dans la situation et dans les conditions existantes, ces liens tissés de la sympathie la plus vraie et la plus naturelle à l'égard des Magyars [...]. Je crois que l'une des fautes les plus graves que notre pays a du commettre, c'est de ne pas avoir accordé

> de longue date une attention suffisante à la sympathie naturelle dont le peuple magyarophone et le peuple roumanophone ont vocation d'avoir l'un pour l'autre en raison de leur état, de leurs conditions et de leur avenir. »

Cette déclaration de Kossuth réfute l'allégation selon laquelle il ne connaissait pas la « question transylvaine » et aurait nourri des préjugés à l'égard des aspirations des Roumains. Ces paroles sont plus nuancées que les propos véhéments et parfois tendancieux qu'il a tenus plus tard, à la suite des sanglants incidents de la guerre civile et dans les heures sinistres du combat mené pour la sécurité du pays. Propos qui ont alimenté l'idée largement répandue dans l'historiographie des peuples voisins, et particulièrement dans l'historiographie roumaine, que les nationalités n'avaient pas de pire ennemi que Kossuth. En 1848, il attire solennellement l'attention sur la communauté de leurs destins. Il pose en quelque sorte les « fondements » pour rallier ses vues à celles de F. Păcurariu.

Quelle a été l'opinion de Kossuth en 1858, après l'expérience de la Révolution et de la Guerre d'indépendance ?

> « En ce qui concerne les droits, j'ose franchement lancer un défi à l'histoire mondiale, qu'elle me montre donc une nation qui aura été aussi patiente, aussi équitable et aussi libérale à l'égard d'autres races et nationalités que les Hongrois ainsi qu'ils en ont donné la preuve en permanence depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours [...]. Le libéralisme envers les races étrangères est demeuré à tel point la maxime première de la politique hongroise tout au long des époques passées, qu'il n'existe pas dans l'histoire du monde entier d'exemple d'une race ayant jamais fondé un État qui eut dans une mesure analogue banni de sa politique l'idée même de l'exclusivité des droits en sa faveur, et aussi totalement séparé la notion de citoyen de la notion de race que les Hongrois... »

> « Il est vrai que, sous l'influence des idées maîtresses de l'époque, propres à l'Europe, la Constitution hongroise, comme celles de tous les autres pays du continent, avait jadis peu à peu revêtu une forme aristocratique qu'elle conserva jusqu'en 1848 [...]. Mais la Constitution que nous avions, en 1848, transposée de l'étroit domaine des privilèges dans celui de la liberté du peuple n'incarnait pas une domination raciale, mais un gouvernement de classe... »

Cette mesure d'« élargissement des droits » prise par la noblesse « féodale » (hongroise) et qualifiée de rétrograde par Păcurariu a constitué une mesure délibérément antiféodale de sa part, même si elle a été compatible avec ses intérêts à long terme !

Quatre ans plus tard, en 1862, voici l'opinion de Kossuth sur l'origine de la noblesse de Hongrie, la « plèbe » assujettie et la question nationale qui s'y rattache :

> « [...] Vous savez aussi bien que moi que, même dans les périodes les plus sombres que notre pays a pu traverser, ses institutions n'ont jamais, mais jamais été fondées sur la domination raciale. Il possédait une aristocratie, oui, mais elle n'était pas seulement de race hongroise, elle regroupait toutes les races ; certaines d'entre elles, par exemple les Croates comptaient relativement beaucoup plus de nobles que la race [ethnie] hongroise. Et il y avait un peuple opprimé, mais il n'était pas seulement formé par les autres races [ethnies], il se composait aussi de Hongrois. Les effectifs de la race hongroise se montent à sept millions – et la noblesse, Hongrois et non Hongrois, petits et grands, hommes et femmes y compris, ne totalisait qu'un demi million de personnes – ce qui signifie que l'existence constitutionnelle était refusée à six millions et demi de Hongrois au minimum, c'est-à-dire à davantage

de Hongrois que de gens de toutes les autres races [ethnies] réunies, à peu près.

« Et vous savez aussi que ce qui fait, entre autres, le bonheur de ma vie, c'est de savoir que j'ai pu être l'instrument majeur au moyen duquel le principe de l'égalité des droits sans distinction de rang, de race, de langue, et de religion est devenu la clef de voûte de la Constitution hongroise en 1848-1849, de sorte que la question nationale ne tourne pas autour de l'acceptation de ce principe (nous en sommes déjà loin) mais autour de la manière dont il faut formuler l'application par le menu de ce principe dans toutes les branches des institutions sociales, de droit public et administratives ; ce qu'il ne nous a pas été possible de réaliser en 1848-1849 à cause des combats qui nous avaient été imposés… »

Le premier gouvernement hongrois responsable n'a pu régler le problème des nationalités car il en a été empêché par le combat contre l'absolutisme, par la Guerre pour la liberté. Le tragique conflit hungaro-roumain de 1848-1849 ne s'est pas déroulé dans un espace vide, mais dans un milieu hégémonico-politique d'une insigne affectivité. La Transylvanie occupait, en effet, aussi bien du point de vue militaire que politique une position stratégique-clé, et Vienne avait intérêt, ne serait-ce que pour cette raison, à ce que l'Union ne puisse se réaliser, ceci pour éviter un déplacement du centre de gravité de la monarchie vers la Hongrie !

Kossuth conteste précisément ce que Păcurariu et l'historiographie roumaine en général s'efforcent de prouver : la composition exclusivement magyare des institutions et de la noblesse de la *Hungaria* féodale, le rôle oppressif des Hongrois et la responsabilité collective hongroise qui en découlerait. Cela revient à dire que l'une des parties en présence se refuse à replacer la « question nationale » dans le contexte du passé et en nie catégoriquement la possibilité, alors que l'autre partie est fermement persuadée du contraire…

Les opinions de Szemere et de Kossuth commencent à devenir vraiment « intéressantes » lorsque l'on entreprend de les comparer à l'appréciation formulée par Pàcurariu sur 1848-1849 ! Comment se peut-il qu'une même chose puisse se présenter sous des apparences aussi différentes, si diamétralement contrastées ? Après tout, Kossuth et Szemere ne disent pas, ne peuvent pas dire autre chose que Bariţiu, Bărnuţiu, Papiu et, dans leur sillage, Xenopol, Iorga, Giurescu, Prodan et... Păcurariu ! Tout au plus, et c'est cela malheureusement qui est déterminant, s'expriment-ils à partir d'un autre point de départ. Comment peut-on dépasser cette « situation » ?

La possibilité d'une avancée, au sens propre comme au sens figuré, réside dans une minime modification du syntagme frappant de Jenő Szűcs : l'angle visuel national d'observation de l'histoire. Il suffit de remplacer l'adjectif « national » par « européen », ce qui conduit forcément à rehausser aussi le niveau de l'« angle visuel ».

Il faut toutefois citer d'abord un autre passage du discours de Kossuth :

> « Animée d'un libéralisme sans précédent, la noblesse hongroise a, de tout temps, maintenu ouvertes les barrières de ses privilèges, de même que celles des prérogatives constitutionnelles, devant tous ceux qui, au regard de leurs actes et de leur honneur, se montraient semblables à elle et avaient contribué à défendre la patrie et la liberté... »

Comment se comportent et réagissent les intellectuels dirigeant le mouvement national roumain de Transylvanie qui se trouvent placés « dans une situation subalterne » ? Ils font d'abord tout ce qui est en leur pouvoir pour prouver leur « aptitude », pour la démontrer au besoin à l'aide de documents et d'arguments puisés dans l'histoire. Ils font même de la surenchère sur l'ensemble des exigences auxquelles ils devraient pouvoir répondre.

Et si ces méthodes ne leur réussissent pas, ils agissent à la manière des prétendants éconduits en annihilant la force d'at-

traction que la noblesse exerce sur eux. Ils en désavouent les valeurs et vont désormais consacrer toute leur énergie à son abolition, à sa destruction.

Il est cependant une chose qui ne change pas d'un iota, dans un cas comme dans l'autre : c'est « l'angle visuel » qui, en Transylvanie, nous l'avons vu, a toujours impliqué (du point de vue roumain) une vue de dessous en la transformant en vue plongeante, en vue de dessus. C'est finalement cette multiréfraction qui provoque une illusion des sens chez Păcurariu et chez tous les historiens, intellectuels ou hommes politiques roumains et hongrois. Ils ne vont pas jusqu'à admettre que le « prisme transylvain » présente une image différente selon qu'on la regarde « d'en bas » ou « d'en haut », que les rayons lumineux viennent de la Valachie et de la Moldavie ou bien du royaume de Hongrie issu de « Trianon ». La Transylvanie est devenue partie intégrante et inaliénable de la conscience de deux nations de l'Europe du Centre-Est, et le point d'Archimède de leur vision d'elles-mêmes, de leur identité propre ! Et en même temps, elle constitue une source permanente d'affrontements, mettant ainsi les deux nations à la merci de leurs propres emportements ou de froids calculs des forces extérieures. Cet état de choses peut entraver l'autoscopie, la retarder, et même la rendre impossible pour une longue période. Il est de nature à donner aux classes dirigeantes, ou aux cliques au pouvoir, un moyen de manipulation auquel elles peuvent facilement recourir, à n'importe quel moment.

Comment apprécier les événements de 1848-1849 ? Si nous ne parvenons pas à nous entendre sur cette question fondamentale, alors nous n'aurons aucune chance de nous comprendre. C'est là le véritable point de référence. C'est à partir de là que nous mettons les choses en balance ou formulons des accusations *a priori* et *a posteriori*, en remontant jusqu'aux Thraces ou aux Sumériens ! Ainsi agit tout intellectuel de l'Europe du Centre-Est qui veut mettre un peu d'ordre dans nos « affaires communes », embrouillées à l'extrême. C'est ce que fait Păcurariu, avec une énergie inouïe et un esprit de suite qui commandent le respect. Or, malgré cela, il se détourne de l'historicité en appliquant indistinctement les adjectifs « arrogants »,

« hautains », « orgueilleux » aux chefs de tribus magyars insubordonnés (p. 63), aux souverains hongrois de Transylvanie (p. 86), aux mœurs et aux aspirations propres à l'« âge d'or » de la Transylvanie (p. 123), à la noblesse (hongroise) transylvaine des années 1848-1849 (p. 232), aux classes dirigeantes magyares en général (p. 238), au comte István Tisza (p. 327) et aux aristocrates hongrois transylvains de l'entre-deux-guerres (p. 344). A cela on peut ajouter les Ordres féodaux transylvains (p. 379), les « murailles infranchissables dressées par orgueil et par intolérance féodale » (p. 380) sur lesquelles se sont brisées tant d'aspirations légitimes de la population autochtone opprimée, « tolérée », mais majoritaire de Transylvanie. La critique la plus sévère s'adresse naturellement à Lajos (Louis) Kossuth et à la génération des réformateurs recrutés au sein de la petite et moyenne noblesse hongroise.

L'attitude du « titan des Hongrois » en 1848-1849 n'est pas simplement taxée d'« orgueil » (p. 279-300), elle est aussi jugée « arrogante et déraisonnable au plus haut point » (p. 238). Or il s'agit d'un homme d'État magyar, de l'une des plus grandes figures de son histoire. Entre ses mains s'était focalisée, un instant, la plus grande chance de l'histoire moderne de la nation magyare, une chance qu'il personnifiait et qui ne s'offrira peut-être plus jamais. Et il *était cela* – l'exemple de Păcurariu le montre bien –, non seulement aux yeux des Hongrois mais aussi des peuples voisins, des « nationalités » de jadis. L'issue de cette *confrontation* entre les points de vue de Păcurariu et de Kossuth ne saurait nous laisser indifférents car elle implique bien plus qu'un jeu de l'esprit. Elle nous permet de comparer les consciences nationales *roumaine* et *magyare*, telles qu'elles se présentent à notre époque. Et peut-être permettra-t-elle d'esquisser une réponse possible.

Kossuth en été 1862 :

> « La Transylvanie est un principe ancestral-originel de la Hongrie ancestrale, telle qu'elle fut créée. C'est une perle inamovible de la couronne hongroise. La Transylvanie est une terre qui, juridiquement, historiquement, physiquement, géogra-

> phiquement, politiquement et économiquement fait partie intégrante de la couronne hongroise, [...] une terre que des vicissitudes éphémères ont pu, il est vrai, arracher momentanément à la Hongrie, [...] mais que la logique de l'histoire a rendue à la couronne hongroise avec une administration propre, mais dans le cadre d'une union politique et, plus tard, dans celui d'une union administrative également... »

Voici comment réagit en 1859, aux promesses *de Kossuth et de ses partisans vivant dans l'émigration* Dumitru Brătianu, homme politique roumain, l'un des éminents représentants de la future bourgeoisie roumaine de Valachie :

> « Je ne crois pas au libéralisme et à la modération des nobles hongrois. C'est un masque à l'aide duquel ils escomptent pouvoir duper l'empereur [Napoléon III]. Moi, je sais qu'ils sont plus exclusifs que jamais et je ne me fie pas à la Hongrie [...]. Mais, dût-il en être autrement, jamais nous ne parviendrons à nous entendre à propos de la Transylvanie que nous ne pouvons absolument pas céder à la Hongrie. Les Roumains fixés au-delà des Carpates veulent s'unir à nous, nous avons promis de les soutenir ; ce serait commettre une trahison que de les abandonner à la Hongrie. »

Et que dit Păcurariu en 1988 ?

> « L'étude de l'histoire ne saurait servir d'instrument pour tisser ou entretenir des illusions que le développement objectif, concret de l'histoire a lui-même détruites dans sa marche inexorable. Même des thèses échafaudées de la manière la plus machiavélique ne pourraient donner lieu à la résurgence – à partir d'un illusoire *jus primi occupantis* – des principes de droit émanant du Moyen Âge. L'unique facteur, reposant sur la justice et le droit international, qui peut décider de l'appartenance

> d'un territoire, c'est la majorité de la population. Quoi que quiconque puisse rêver, cette majorité en Transylvanie se situe dans une proportion écrasante du côté du peuple roumain… » [P. 64-65.]

Dans l'argumentation sur l'appartenance d'un territoire en passe de devenir mythique, la Transylvanie, le droit historique et la population majoritaire ont changé mutuellement de place !

Autrement dit, si nous restons sur ce terrain, nous ne manquerons pas de nous retrouver dans une impasse ! Le piège se referme… Kossuth, tout en récusant l'argumentation roumaine relative à la Transylvanie, a donné les « instructions » suivantes à son ancien ministre et proche collaborateur, Sebő Vukovics, resté à Londres :

> « S'il existe deux nations vouées davantage que n'importe lesquelles parmi tant d'autres à vivre dans l'amitié la plus étroite – déclare-t-il en réitérant sa profession faite en 1848 – ce sont certainement les nations hongroise et roumaine ; et, de ces deux nations, c'est sans nul doute la nation roumaine que l'ensemble des intérêts liés à son avenir amène à entretenir des rapports d'amitié avec sa voisine, la nation magyare car elle ne pourrait jamais conquérir de ses propres forces l'indépendance qu'elle appelle de ses vœux, et si, grâce au bon vouloir gratuit des circonstances, elle y parvenait, elle ne saurait pas la préserver… »

Il en découle, selon Kossuth :

> « […] que la nation roumaine qui vient à peine de prendre naissance sape d'ores et déjà son avenir, par l'agitation injustifiée venant de Bucarest au sujet de la Transylvanie appartenant à la couronne hongroise, et de l'annexion d'une partie de la Hongrie uniquement parce que des Roumains y vivaient aussi…

> « [...] le seul résultat auquel peut conduire l'agitation en provenance de Bucarest, c'est – se répercutant sur les passions aveugles de la population roumaine de la Transylvanie – qu'elle fasse directement le jeu de la politique satanique autrichienne qui utilise tous les odieux moyens dont elle dispose pour susciter la haine des différentes ethnies de la Hongrie à l'égard des Magyars et pour parvenir, en paralysant de cette manière l'opposition constitutionnelle de ces dernières, à faire prévaloir ses tendances à la germanisation et à l'absolutisme à travers l'oppression de toutes les ethnies. Ce qui signifie qu'avec leurs incitations chimériques, les agitateurs de Bucarest forgent des chaînes d'esclaves pour leurs frères de race de Hongrie et, en même temps, creusent la tombe de l'avenir de la Roumanie qui vient de naître ; car rien n'est plus certain que le fait que la Roumanie ne pourrait vivre dans la liberté si celle-ci venait vraiment à être brimée dans son voisinage, sur le territoire de la couronne hongroise... »

Reste à examiner s'il y a des chances que la partie hongroise puisse admettre qu'il existe un autre « type historique » de genèse nationale que celle de la Hongrie et une autre conscience nationale, quelque peu différente de la nôtre mais se nourrissant finalement de la même réalité historique. Il se trouve qu'il existe un vague précédent à l'appui de cette éventualité ! Le 13 septembre 1864, Gyula Tanárky, de l'entourage de l'ancien gouverneur, s'est empressé d'enregistrer ses déclarations pour la postérité :

> « Ce qui intéresse Kossuth lorsqu'il se penche sur l'histoire, ce n'est pas les faits historiques en eux-mêmes mais, pour ainsi dire, les traces laissées par les diverses époques, tout au long du vaste processus du développement du genre humain. Au fil de ce processus, certaines choses s'avèrent irréalisables – ainsi, par exemple, est-il impossible que la mo-

> narchie autrichienne de nos jours puisse parvenir à amalgamer des nationalités si diverses pour les réduire à une seule. Les nations les plus puissantes de l'Europe actuelle, la nation britannique, la nation française et même la nation italienne, si l'on peut dire, sont nées d'absorptions, d'amalgames de ce genre. Mais l'époque de tels phénomènes est, en général, révolue. L'Autriche ne subsiste qu'en fonction des exigences posées par les intérêts d'une dynastie, tout autre fondement de son existence fait défaut. La chute va-t-elle se produire dans un ou deux ans, ou dans cinquante ans, voilà ce qui nous est impossible de déterminer. Un demi siècle, dans l'histoire des nations, correspond à une heure ; mais l'effondrement de la monarchie autrichienne est une certitude – et la Hongrie devrait être son héritière, à moins qu'elle ne s'avoue vaincue à l'avance… »

En envisageant cette éventualité dissimulant, avouons-le, les visées hongroises de suprématie de triste mémoire, Kossuth continue en ces termes :

> « Les prétentions des Valaques sur la Transylvanie, qu'ils font dériver de Décébale et de Trajan, sont assez ridicules en elles-mêmes. Mais, comme ils sont plus de six millions (vivant en Transylvanie, en Hongrie et dans les deux principautés), il se peut que les Hongrois auront à combattre sérieusement ces brutales prétentions… »

Kossuth utilise l'expression « valaque », tout à fait conforme aux règles étymologiques de la langue hongroise, mais vexante pour les Roumains en raison précisément de l'effet déformant exercé par le « prisme transylvain ». Il n'est pas totalement injustifié, tout de même, de voir dans cette déclaration l'intuition des changements politiques prévisibles en Europe du Centre-Est, et donc de l'apprécier comme l'un des premiers signes hésitants d'un lent déplacement de la pensée politique hongroise en direction des réalités paneuropéennes !

Plus encore, dans les propos en question *l'histoire ancestrale* et *la démographie* s'intègrent pour la première fois dans *le même contexte* que chez Francisc Păcurariu, 125 ans plus tard :

> « De nos jours, au seuil du XXI^e^ siècle, alors que le principe national et le droit de la majorité veulent que ce soit cette majorité qui puisse décider elle-même de tous les problèmes d'un pays ou d'une région, la confirmation de la continuité de la population daco-roumaine de la Dacie n'est aucunement liée à la question de l'appartenance à un territoire quelconque… » [P. 58.]

Par ailleurs :

> « L'étude de l'histoire ne saurait servir d'instrument pour tisser ou entretenir des illusions que le développement objectif, concret, de l'histoire a lui-même détruites dans sa marche inexorable… » [P. 64.]

Cela signifie que l'histoire ancestrale et l'ethnogenèse, d'une part, ne font pas la loi au regard de l'appartenance à un territoire quelconque et des problèmes internes (sociaux) à résoudre. Cela implique aussi, d'autre part, que la recherche historique ne saurait créer des illusions pour expliquer la perte de pouvoir et fournir un prétexte, et encore moins une arme, en vue d'éventuelles corrections. Autrement dit, le droit historique est à rejeter ! Cela sous-entend implicitement qu'elle est aussi inapte à justifier l'acquisition de positions dominantes et à légitimer des régimes d'oppression. C'est commettre une erreur fatale que de concevoir l'histoire (en tant que science) et la politique (en tant qu'expression des rapports de pouvoir) comme étant liées entre elles par les rapports hiérarchiques. Les historiens peuvent enfin se libérer du statut d'*ancilla politicae*… Bien sûr, pas immédiatement, et seulement grâce à des efforts mutuels, en s'engageant dans la seule voie correcte indiquée par le politologue qu'a été Kossuth : dans la lutte commune contre les « tendances à l'absolutisme » dans la région, c'est-à-dire pour « l'émancipation » sociale et nationale…

Serait-ce là une utopie ? La logique intrinsèque des développements de Păcurariu comporte les éléments d'une avancée ! Il procède lui-même à certaines corrections historiques, il rectifie plus d'une erreur de l'École transylvaine, élague les excès de ses prédécesseurs du XIX^e^ siècle, il perçoit parfois non seulement l'« optique nationaliste » des historiens hongrois mais aussi celle de ses propres concitoyens. Souvent, il formule des appréciations extrêmement proches de la position hongroise actuelle, même s'il le fait en fonction d'autres considérations. Par exemple sur les tendances à l'assimilation et à l'intégration des Roumains de Transylvanie, sur les objectifs de l'Empire des Habsbourg désireux de s'ancrer en Transylvanie, ou encore sur la vie intellectuelle hongroise de Transylvanie entre les deux guerres. Il n'est pas, malgré tout, guidé en premier lieu par des sentiments d'hostilité mais plutôt par de la curiosité. En réalité, dans la controverse à laquelle il se livre, dans le combat donquichottien qu'il mène contre la noblesse hongroise, Păcurariu considère en premier lieu comme ses interlocuteurs les personnalités influentes de la noblesse réformatrice d'il y a un siècle et demi, et avant tout Kossuth. Au-delà de l'illusion des sens causée par le « prisme transylvain », l'auteur ne s'est-il pas aussi trouvé captif d'un étrange décalage de temps, dû peut-être à la différence de phase, historiquement minime mais non totalement négligeable, qui a marqué le développement des deux consciences nationales (bourgeoises) modernes ? Je n'entends pas par là suggérer que la vision des choses chez Păcurariu est restée aux alentours de 1850. Toutefois, certaines de ses formulations – comme par exemple sa référence à l'humanisme « importé » par la cour du roi Mátyás (p. 68), l'interprétation de la catastrophe de Mohács comme une sorte de fléau infligé par Dieu aux « féodaux hongrois » bornés, pour avoir assisté impassiblement, dans l'indifférence, aux combats de Ştefan cel Mare contre les Ottomans (p. 83), la constatation selon laquelle l'application en Transylvanie de l'Aprobate [1653] et du Compilate [1669] équivalait à l'instauration du premier régime d'apartheid dans le monde (p. 106), mais particulièrement la thèse empruntée à P. P. Panaitescu, selon laquelle « la multitude imposante des 18 millions de Roumains » en ferait « le peuple le plus nombreux » de toute l'Europe du Sud-Est –

favorisent l'image de la Hongrie « délimitée par trois mers », de la « Hongrie millénaire », de la « Hongrie comptant plus de 30 millions d'habitants », et rappelleront les « idéaux préférés » des écrivains et des historiens en vogue de cette période. C'est là un manque choquant de réflexion personnelle, l'extrapolation des problèmes, la réversibilité des mouvements d'âme, la recherche de boucs émissaires. Dans l'essai de Păcurariu s'expriment le syndrome de crise, les incertitudes internes et les doutes ravivés d'une couche d'intellectuels cherchant désespérément leur propre identité, et – indirectement – d'une conscience nationale dynamique extrêmement récente. Derrière le ton agressif et le besoin permanent d'autojustification apparaissent des éléments encore modestes de réconciliation et de rapprochement. Mais je me demande quel effet pourrait provoquer mon texte sur un jeune intellectuel roumain qui ne « connaîtrait » l'histoire de la Transylvanie qu'à travers les manuels scolaires roumains actuels ou par le biais des communications publiées par l'Institut d'histoire du parti, et qui n'aurait peut-être même pas lu le livre de Păcurariu. Que pourrait en penser Francisc Păcurariu qui a exactement l'âge de mon père ? Ne vont-ils pas me proclamer, moi aussi, « porte-parole tardif de ce nationalisme d'antan propre à la noblesse hongroise et des anciennes ambitions hongroises de suprématie » ? Je n'ai essayé pourtant, en ma qualité de Hongrois européen, que d'examiner de l'intérieur le système d'argumentation de cet ouvrage, que de le comparer avec la vision hongroise des choses, avant de chercher à mettre les deux en parallèle avec l'optique européenne si souhaitable.

Cette interrogation me semble d'autant plus légitime que, dans le 8e chapitre de son livre, où il analyse dans les détails les vues de Kossuth sur la Transylvanie, F. Păcurariu découvre un partenaire en la personne d'un « jeune historien hongrois » dont il a lu un ouvrage, et qui se trouve être l'auteur de ces lignes ! À tel point qu'il se sert de citations tirées de cet ouvrage pour illustrer des sentiments d'antipathie manifestés par Kossuth et pour démontrer des erreurs de jugement de ce dernier dans l'appréciation de la situation de l'époque (p. 284-286).

Est-ce à cause de la conception d'une « nation roumaine homogène » que F. Păcurariu a rejeté d'emblée l'approche sociologique et les « conclusions » qu'offrait une vision synthétique des choses ? Ou bien, compte tenu du niveau actuel de la conscience nationale roumaine, était-il incapable d'entreprendre quoi que ce soit sans s'identifier inconditionnellement à cette dernière ? L'« accueil » réservé, de l'autre côté de la frontière, à *L'histoire de la Transylvanie* et les réactions sentimentales extrêmement véhémentes qu'elle a suscitées incitent à la prudence. Et pourtant, cet ouvrage d'une haute technicité traduit une approche extraordinairement pondérée des problèmes. Il est vrai, comme le dit Zádor Tordai, que « les vérités communes propres aux communautés sont plus puissantes que les vérités issues du moule de la science ». N'y a-t-il donc aucune chance pour que Păcurariu et les meilleurs éléments de l'intelligentsia roumaine actuelle se rendent compte qu'« au seuil du XXI^{e} siècle », ce n'est pas la noblesse hongroise (et encore moins la minorité hongroise) qui représente le plus grand danger pour le peuple roumain, mais bien le poids des problèmes hérités du passé ? Sans oublier l'intégration encore imparfaitement réalisée, découlant de la structure économico-sociale du pays et d'autant plus difficile à mener à bien que, sur les « trois régions historiques d'Europe », deux d'entre elles, l'Europe centrale et l'Europe du Centre-Est, s'imbriquent précisément sur le territoire actuel de la Roumanie. Et l'on sait, de l'essai mémorable de Jenő Szűcs, à quel point les frontières et les structures de ces « régions » sont durables et comme elles se sont peu modifiées au cours du dernier millénaire…

Et j'ose à peine formuler cette interrogation : l'intelligentsia magyare est-elle, de son côté, consciente de sa part de responsabilité ? L'éclatement de l'« empire millénaire magyar » perdure dans la conscience nationale hongroise comme un enchaînement de traumatismes dont elle n'a toujours pas réussi à se remettre. L'élite de l'*intelligentsia* hongroise perçoit-elle qu'en dépit de toute bonne volonté l'attitude hongroise actuelle n'est pas de nature, elle non plus, à atténuer les crispations roumaines ?

Or, à défaut d'harmonisation, il ne nous sera guère possible d'amener nos compagnons d'épreuves roumains à admettre que ni le droit historique – les intentions « magyares de suprématie » – ni le principe de la majorité ne sont compatibles avec l'esprit du XXI^e siècle. Ce dernier principe est celui du totalitarisme. Il conduit inexorablement à l'aménagement d'une société amorphe, décloisonnée et, finalement, à la survivance des « tendances absolutistes ». Pour l'éliminer, tous les peuples de la région du Danube et toutes leurs forces démocratiques doivent s'associer.

Dans le cas contraire, pour reprendre la pensée de Kossuth, la Hongrie ne pourra pas connaître la liberté si, dans son voisinage, sur le sol de la Roumanie, la liberté venait vraiment à être brimée...

Accueillons donc dans un esprit d'ouverture l'ouvrage de Francisc Păcurariu comme le premier signe prometteur de ce long combat.

Budapest, décembre 1988 – janvier 1989